

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème soulevé dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas procédé à l'évaluation de ses passifs au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux normes canadiennes pour le secteur public. La Municipalité aurait dû identifier les immobilisations corporelles ou les composantes présentant un risque de passif au titre des obligations liées à la mise hors service, estimer et comptabiliser le montant de ce passif en plus de fournir les informations sur les obligations. Puisque l'estimation, la comptabilisation et la présentation d'informations sur les obligations n'ont pas été effectuées, nous n'avons pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux immobilisations, aux passifs au titre des obligations liées à la mise hors service aux 31 décembre 2025 et 2024, à l'excédent (au déficit) de l'exercice et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement, ainsi qu'à la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et aux informations fournies sur les obligations pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Nous avons exprimé une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024, en raison des incidences de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portant sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MNP SENCRL, s.r.l.

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. (1)

(1) par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no 135578

Saint-Félicien (Québec)

Le 4 mai 2026

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	647 594	639 889	895 504
Investissement	2	322 692	624 048	665 931
	3	970 286	1 263 937	1 561 435
Charges				
	4	1 043 293	1 033 387	860 674
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	(73 007)	230 550	700 761
Moins : revenus d'investissement	6 (	322 692)(	624 048)(	665 931)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(395 699)	(393 498)	34 830
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		127 287	119 456
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	)(	153 000)(	146 000)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	44 501)(	5 769)
Excédent (déficit) accumulé	12	73 007	73 007	
Autres éléments de conciliation	13	322 692	344 916	353 947
	14	395 699	347 709	321 634
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		(45 789)	356 464

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	331 982	
Débiteurs	2	443 103	1 458 952
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	3 302 233	3 377 689
	6	4 077 318	4 836 641
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		30 358
Emprunts temporaires	8		730 000
Créditeurs et charges à payer	9	70 298	102 316
Revenus reportés	10	205 930	13 000
Dette à long terme	11	2 518 911	2 660 366
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	2 795 139	3 536 040
Actifs financiers nets (dette nette)	15	1 282 179	1 300 601
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	2 789 600	2 517 798
Autres	17		22 830
	18	2 789 600	2 540 628
Excédent (déficit) accumulé	19	4 071 779	3 841 229

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	513 789	559 578
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Affection fonctionnement 2026 (2025)	2.1		73 007
	3		73 007
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪	5.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	8 157	8 157
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10		
Autres			
▪	11.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	()	()
Financement des investissements en cours	13		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	3 549 833	3 200 487
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	4 071 779	3 841 229

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 542 000	2 695 000
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	2 719 730	2 916 465

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 542 000	2 695 000
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 542 000	2 695 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	343 100	334 189
Compensations tenant lieu de taxes	13	72 627	77 051
Quotes-parts	14		
Transferts	15	224 367	205 815
Services rendus	16		8 785
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 500	6 324
Autres	18	5 000	7 725
	19	647 594	639 889
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		354 588
Autres	23	322 692	269 460
	24	322 692	624 048
	25	970 286	1 263 937

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
	1	303 819	18 220	322 039
Administration générale				252 447
Sécurité publique				
Police	2	16 236		14 876
Sécurité incendie	3	27 250		25 472
Autres	4			1 023
Transport				
Réseau routier	5	154 115	24 743	178 858
Transport collectif	6	1 235		1 235
Autres	7			181 831
Hygiène du milieu				1 670
Eau et égout	8	94 978	11 549	106 527
Matières résiduelles	9	23 386		23 386
Autres	10			31 644
Santé et bien-être	11			29 457
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	12	19 905		19 905
Promotion et développement économique	13	15 661		15 661
Autres	14		5 671	5 671
Loisirs et culture	15	80 739	67 104	147 843
Réseau d'électricité	16			110 732
Frais de financement	17	168 776		168 776
Effet net des opérations de restructuration	18			180 945
	19	906 100	127 287	1 033 387
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	127 287 (	127 287)	
	21	1 033 387		860 674

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	624 048	665 931
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	399 089)(	408 813)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	269 460)(	262 887)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	44 501	5 769
Excédent accumulé	6		
	7	(624 048)	(665 931)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S14